

Economie gabonaise

Le point de vue de la Banque Mondiale p2

Clients subsahariens de la France

Le Gabon à la 8ème place p4

Coopération économique

La Corée du Sud répond présente p5

Foberd Gabon

Miser sur le Gabon industriel p6

Session de la CEMAC

Le délicat dossier APE sur la table p8

Changements climatiques

Ali Bongo Ondimba relève le défi africain



**Malversations
chez BGFIBank**

L'enquête se
poursuit p.7



Changements climatiques

Ali Bongo Ondimba relève le défi africain



En matière de changements climatiques, le président Ali Bongo Ondimba estime qu'il est essentiel de considérer la question comme une opportunité d'assurer le développement durable des pays africains en transformant les contraintes en avantages.

Rappelons que depuis le 31 janvier 2017, la charge est revenue au Gabon d'assurer la coordination du Comité des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur les Changements Climatiques, le CAHOSCC. Et dans son allocution pour l'occasion, le chef de l'Etat n'a pas manqué de remercier chacun pour cette marque de

confiance témoignée à son pays et à lui-même.

L'homme fort du Gabon a aussi rendu hommage au président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi qui, depuis la COP21 à Paris, « a montré ses qualités de leadership et a mis toute son énergie, avec son bureau, pour faire entendre la voix de l'Afrique pour les négociations de l'Accord de Paris ».

Ali Bongo Ondimba a en outre témoigné la « reconnaissance de l'ensemble des Chefs d'Etat de Gouvernement de l'Union Africaine pour les succès obtenus en particulier pour la promotion de l'Initiative pour l'Adaptation Africaine (AAI) et l'Initiative Africaine pour les Energies Renouvelables (AREI) ».

Désormais, il reviendra au président gabonais, avec l'équipe statutaire, de continuer l'œuvre commencée et d'ouvrir de nouveaux chantiers dans ce domaine essentiel pour notre avenir que sont les changements climatiques. « De nombreux défis nous attendent et il est plus que jamais temps d'unir nos stratégies pour obtenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris et faire accepter par tous les engagements de Doha. Pour cela, nous devons œuvrer pour faire ratifier cet amendement du Protocole de Kyoto qui court encore », a-t-il souligné.

A savoir que la réalisation des différentes attentes en matière de changements climatiques suppose la prise en compte des recommandations formulées dans le rapport qui a été présenté par le président Al-Sissi notamment celles qui concernent l'amélioration du travail et du rôle du CAHOSCC.

Ainsi avec les pays qui constituent le bureau du CAHOSCC et le soutien technique du Groupe Africain des Négociateurs, il revient au Gabon d'assurer le leadership afin d'apporter des réponses appropriées aux questions comme la mise en œuvre de l'agenda 2030 ainsi que l'agenda 2063. A noter également la mise en œuvre des programmes majeurs dans le cadre du suivi de RIO+20. Plus généralement, l'engagement volontariste de l'Afrique dans les négociations environnementales.



Economie gabonaise

Le point de vue de la Banque Mondiale

Publié le 13 février 2017
www.ledefigabon.com

Dans un contexte où l'on débat beaucoup sur les difficultés conjoncturelles auxquelles fait face le Gabon, il est intéressant de s'intéresser à l'analyse de la Banque Mondiale sur la situation économique du pays et surtout sa vision de l'avenir.

À moyen terme, cette institution estime que les perspectives économiques du Gabon demeurent optimistes, en dépit de la baisse des prix du pétrole. Les secteurs non pétroliers (notamment le manganèse, le bois, l'agro-alimentaire et les services) devraient continuer d'assurer l'essentiel de la croissance dans les années à venir.

Dans le secteur des mines, le complexe métallurgique de Moanda-Franceville, entré en activité en 2015, va donner un coup de fouet à la production de manganèse. Dans le secteur de l'agriculture et de la pêche, le partenariat public-privé avec la société singapourienne OLAM devrait augmenter la production d'huile de palme, de caoutchouc et de poisson. Le partenariat public-privé avec Tropical Holdings, une société mauricienne, devrait également renforcer la filière halieutique.

Au niveau du climat des affaires, la Banque

soutient que le Gabon doit déployer de gros efforts pour améliorer sensiblement son classement Doing Business (162^e place sur 189 pays dans l'édition 2016). Une faiblesse qui entrave sérieusement la diversification de son économie.

La stratégie du gouvernement pour promouvoir les filières non pétrolières ne doit plus ainsi se résumer à accorder des incitations spécifiques aux investisseurs étrangers. Dans une récente note de politique, la Banque encourage le renforcement du capital humain, la mise en place d'un environnement des affaires équitable et transparent et l'amélioration de la qualité et du prix des infrastructures clés.

Ces recommandations sont jugées comme des « conditions vitales pour assurer la diversification de l'économie et des exportations ». A savoir cependant que les autorités ont récemment adopté une série de mesures pour améliorer le climat des affaires, avec la création d'un guichet unique pour les investisseurs et la mise en place d'un haut conseil pour l'investissement.

Notons également l'introduction d'un cadre pour les partenariats public-privé, et l'instauration d'un tribunal arbitral national et l'adoption de codes pour les hydrocarbures et les mines.

Clients subsahariens de la France

Le Gabon à la 8ème place



Publié le 16 février 2017
www.ledefigabon.com



4

Selon la mission économique de l'Ambassade de France, le Gabon est le 8ème client de l'Hexagone en Afrique subsaharienne, derrière l'Éthiopie. Les trois premiers clients sont le Nigéria, l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire.

Au premier semestre 2016, les exportations de la France vers le Gabon ont atteint 238 millions d'euros (156 milliards de FCFA). Si les exportations et importations ont diminué respectivement de -14,5% et - 21,7%, les exportations restent trois fois supérieures aux importations, ce qui explique une balance commerciale de la France restée excédentaire malgré une diminution de 11,5% par rapport à la même période en 2015.

Les exportations françaises vers le Gabon sont en majorité d'origine industrielle. Trois secteurs représentent 89% des ventes. Les produits industriels hors équipement et informatique comptent pour 37% des ventes, soit 86,3 millions d'euros.

Les produits métallurgiques et métalliques, bien que représentant 12% de la catégorie, enregistrent une chute drastique (53,1%) si les machines et l'équipement occupent 30% des exportations, soit 70,8 millions d'euros. Ils enregistrent une baisse de 20,6 %. Les produits de l'industrie agroalimentaire représentent 22% des exportations, pour un total de 52,2 millions d'euros et accusent une baisse de 10,22%.

A savoir que la France importe essentiellement des hydrocarbures et produits des industries extractives (notamment le manganèse) du Gabon. Malgré une diminution de 39,3% par rapport au premier semestre 2015, elles constituent la moitié des importations (contre 70% environ en 2015), pour atteindre une valeur de 43 millions d'euros.

On note toutefois que la part des importations de bois est en hausse, atteignant 37,5% du total (34 millions d'euros) contre 30% au premier semestre 2015.

Coopération économique

La Corée du Sud répond

présente

Publié le 08 février 2017
www.ledefigabon.com

A l'instar des pays asiatiques comme la Chine, l'Inde ou encore Singapour, la Corée du Sud est aussi convaincue par le potentiel de développement économique du Gabon et incite ses investisseurs à passer à l'action.

Rappelons que la coopération bilatérale entre la République Gabonaise et la République de Corée est redynamisée depuis les deux visites récentes à Séoul du président Ali Bongo Ondimba, en octobre 2010 et en mars 2012.

C'est dans ce contexte que le président du groupe coréen DASANG, Junglee Hwang, a exprimé sa volonté d'investir au Gabon dans les domaines divers : l'énergie, l'agriculture, la pisciculture, l'élevage ainsi que la production de riz. Il a pu apprécier les modalités

pratiques pour investir localement grâce au « guichet unique » de l'Agence Nationale de Promotion des Investissements du Gabon.

DASANG est un groupe coréen spécialisé dans le commerce global, fournisseur en IT, machines industrielles, investissement et organisation de projets. Installé dans plus de 10 pays dans le monde et possédant une dizaine de filiales à l'intérieur et à l'extérieur de la Corée du Sud, il est actif avec plus de 100 partenaires commerciaux et maximise toute cette synergie grâce à son réseau.

Pour l'Agence Nationale de Promotion des Investissements du Gabon, l'intérêt des entreprises sud-coréennes pour notre pays est le résultat des efforts déployés pour encourager et faciliter les investissements, indispensables pour catalyser la diversification économique.





Foberd Gabon

Publié le 16 février 2017

www.ledefigabon.com

Miser sur le Gabon industriel

6

Foberd Gabon a inauguré le complexe industriel d'Owendo l'année dernière en présence de hautes personnalités dont ceux en charge du minière de l'Industrie. Cet espace qui compte deux usines participe du processus d'industrialisation du pays lancé dans l'objectif de diversifier les sources de croissance, question de s'éloigner de la dépendance des recettes pétrolières.

Deux usines dont l'une portant fabrication de farine de semoule et l'autre à la fermentation de vin en briques ont été inaugurées à Libreville. La première fabrique la farine boulangère et des aliments pour bétail.

L'autre unité de production opère dans le domaine du vin à travers la société de fabrication des vins (Sofavin). Elle se consacre exclusivement à la fermentation et à la fabrication du vin rouge en briques. La société conditionne le breuvage au travers les marques Vinosol,

baron de Madrid, Casanova, Castillo del Rio. Selon Mesmin Sigha, directeur général de Foberd Gabon, l'usine qui approvisionne le marché local en farine vise à assurer une réduction des importations de farine de blé, et compte à terme produire des pâtes alimentaires. Avec une capacité de production estimée à 300 tonnes par jour, cette industrie pourra contribuer à l'ajustement des prix de la baguette de pain.

La distillerie des liqueurs notamment le pastis et la gin Bravo font également partie des produits que le complexe industriel d'Owendo sort de ses fourneaux. L'usine dispose d'une capacité de production quotidienne comprise entre 6000 et 12 000 bouteilles de vin en litre.

Le complexe industriel offre 350 emplois aux Gabonais et se présente comme la manifestation de la stratégie nationale d'industrialisation élaborée par le gouvernement dans le cadre du Plan stratégique Gabon émergent.

Malversations chez BGFIBank L'enquête se poursuit

Publié le 16 février 2017
www.ledefigabon.com

L'affaire de soupçon de fraude aux cartes Visa prépayées de BGFIBank alimente toujours les débats. A savoir qu'une quinzaine de personnes, dont une majorité d'employés de BGFIBank, ont été interpellées. Certains ont pu rentrer chez eux mais l'enquête continue et elle risque de traîner en longueur.

Kery Bouckat Bou Nziengui, patron du département informatique, Martin Réténo, l'un des responsables de la monétique et Pierre

Pearce Bouyou, responsable produits, sont parmi ceux qui ont été interrogés par la police judiciaire. Mais c'est la responsabilité d'Edgard Théophile Anon, le directeur général de la filiale gabonaise de BGFIBank, qui suscite le plus de questions.

Dans la capitale gabonaise, mais aussi à Brazzaville où la banque est également très présente, nombreux sont ceux qui réclament sa tête. Il lui est reproché d'avoir conduit le projet de cartes Visa prépayées lancé par BGFIBank, en écartant les services de sécurité et de vérification proposés par Visa International. Il aurait aussi fait fi des procédures internes de sécurité.

Ce scandale sur fond de détournement de fonds, aurait permis de créditer par voie informatique des cartes bancaires prépayées sans que l'argent n'ait été préalablement versé au guichet ou dans les distributeurs automatiques de billets. L'alerte a été déclenchée par Visa International, qui a constaté des retraits suspects, depuis de pays européens, dont la Suisse et la Belgique.

Le préjudice constaté jusqu'ici s'élèverait à près de 2 milliards de FCFA. Mais certains avancent que les dégâts pourraient monter jusqu'à 13 milliards de FCFA.





Session de la CEMAC

Le délicat dossier APE sur la table

8

Publié le 17 février 2017
www.ledefigabon.com

Les chefs d'Etats et de gouvernements de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), participe ce 17 février 2017 à une session ordinaire, à Oyala, en Guinée Equatoriale.

La délégation du Gabon sera conduite par le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet, représentant le président de la République, Ali Bongo Ondimba.

Selon le Président du Conseil des Ministres de la CEMAC, Baltasar Engonga Edjo'o, cette rencontre sera consacrée à la poursuite de la mise en œuvre des réformes institutionnelles au sein de l'organisation de la sous-région.

Plus concrètement, les participants échangeront sur l'installation des cours communau-

taires, le renforcement de l'union douanière, la libre circulation des personnes ou encore la consolidation du marché commun. Les chefs d'Etat et de gouvernement discuteront également de l'état d'avancement des négociations de l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Afrique Centrale et l'Union Européenne.

Ce dernier dossier prend une importance particulière car selon les dernières informations, l'espoir d'un accord de partenariat économique entre l'ensemble des six pays de la CEMAC et l'Union européenne (UE) serait en train de s'éteindre.

C'est ce qui ressortirait de la 31^e session ordinaire Conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale (Ueac), réunie du 14 au 15 février 2017 à Djibloho, en République de Guinée équatoriale.